

Point 04 : Approbation des comptes financiers uniques 2025

Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)

Madame la Présidente, chers collègues,

Les comptes financiers uniques — cela vient d'être dit par les collègues de l'opposition — traduisent effectivement, et très concrètement, nos réalisations de l'année passée. Ils donnent à voir la réalité de nos choix politiques, la traduction budgétaire de nos engagements et la manière dont notre majorité répond aux besoins des habitants.

Je conteste pour ma part la logique développée par Guillaume Richard, qui est, je crois, une logique purement comptable d'analyse de ce compte financier unique. Si j'ai bien compris, un collègue de l'opposition nous invite à contraindre l'investissement, à l'heure justement où les besoins sur l'ensemble des politiques publiques sont énormes. On l'a évoqué à travers les budgets annexes : l'eau, l'assainissement, les déchets, les mobilités. Je crois que l'épisode caniculaire que nous traversons nous invite à ne jamais baisser la garde, notamment sur l'adaptation de nos territoires.

Et je le redis à M. Richard : vouloir contraindre l'investissement, peut-être que cela rendrait les tableaux Excel plus satisfaisants pour un comptable, mais cela léguerait à nos enfants et petits-enfants une dette grise : des infrastructures vieillissantes, des services publics dégradés. Et cela, effectivement, nous n'en voulons pas.

Ensuite, M. Richard, je conteste totalement l'opposition que vous avez formulée entre l'économie dite « ordinaire » et l'économie sociale et solidaire. Vous savez très bien que l'action de la métropole prend en compte l'ensemble des acteurs économiques, leurs enjeux de développement et la question de leur implantation sur le territoire, qu'il s'agisse des petites ou des grandes entreprises. À travers cette politique d'investissement — en sachant que les collectivités représentent près de 70 % de l'investissement public national — nous contribuons à leur développement. Jamais nous n'opposerons la question du développement économique et celle de l'orientation de ce développement sur notre territoire.

Je crois qu'il est justement du rôle des élus locaux, et des outils dont nous disposons — vous avez évoqué l'Agence de développement — de travailler à cette implantation économique autour de critères et de filières stratégiques. Vous les avez vous-même évoquées. Et cela n'est pas une vieille lubie bolchévique que de vouloir orienter l'économie : c'est tout simplement de l'aménagement du territoire. D'ailleurs, l'échelon national serait bien inspiré d'en faire autant, comme nous tentons de le faire.

Ensuite, M. Amailland, maire de Vertou : j'entends votre propos sur la dégradation des indicateurs, votre attention sur le budget de fonctionnement que vous nous invitez à réviser, à réduire. Mais je le dis : derrière les grands tableaux, derrière les grandes masses financières, il y a des agents du service public — dans l'eau, l'assainissement, les déchets — des chauffeurs de bus, des conducteurs de tramway, des agents de voirie. Donc, au-delà du discours méthodologique, lorsque vous proposez des trajectoires de réduction du budget de fonctionnement, j'aimerais entendre quelques exemples et illustrations de suppression de postes de la part de la droite métropolitaine. Car derrière ces agents, il y a le service public rendu, et il y a aussi la question — dont on ne parle pas assez — de leur rémunération, de leurs conditions de travail, et de la perte d'attractivité de la fonction publique territoriale, que vous vivez dans chacune de vos 24 communes. C'est un sujet prégnant. Donc, au-delà des discours, nous avons besoin d'illustrations concrètes.

Mes chers collègues de la minorité comme de l'opposition, les élus communistes — comme vous l'imaginez — approuvent ce compte financier unique, qui traduit, je le crois, à la fois notre volontarisme politique en section d'investissement et en fonctionnement, avec des taux de réalisation très élevés sur un certain nombre de politiques publiques majeures. Notamment sur l'assainissement, avec 95 % de taux de réalisation, comme l'a rappelé M. le vice-président en charge des finances.

Je vous remercie pour votre attention.